



JUSTICE PÉNALE

6 | LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES AUTEURS D'INFRACTIONS PÉNALES

6.1 LES CARACTÉRISTIQUES DES AUTEURS TRAITÉS PAR LES PARQUETS

Par convention, un auteur est une personne physique (majeur ou mineur de moins de 18 ans) ou une personne morale, à qui l'on est susceptible de reprocher une infraction (acte contraire à l'ordre social prévu et puni par la loi) qualifiée de crime, de délit ou de contravention.

Sur les près de 2 millions d'auteurs d'infractions pénales (crimes, délits, contraventions de 5^{ème} classe) traitées par les parquets en 2015, 4 % sont des personnes morales (79 500) et 96 % des personnes physiques. Parmi ces dernières, 18 % sont des femmes et 12 % sont mineurs.

Si la part des mineurs est semblable pour les hommes et pour les femmes, celles-ci sont globalement plus âgées que les hommes : 43 % ont moins de 30 ans (contre 52 % des hommes) et 35 % ont 40 ans et plus (contre 28 % des hommes).

Ces auteurs sont principalement impliqués dans trois grandes catégories de nature d'affaires : les atteintes à la personne (30 %) les atteintes aux biens (26 %) et les infractions en matière de circulation routière et de transport (20 %). Viennent ensuite, à égalité (9 % chacune), les infractions de santé publique (avec essentiellement les

infractions à la législation sur les stupéfiants) et les atteintes à l'autorité de l'État. Les infractions impliquant des hommes ne sont pas les mêmes que celles impliquant des femmes. Les femmes traitées par les parquets le sont près de deux fois moins souvent pour un contentieux routier ou une infraction à la législation sur les stupéfiants que les hommes, mais plus souvent pour une atteinte aux personnes et aux biens (69 % des femmes contre 54 % des hommes). Pour les personnes morales, les atteintes à l'ordre économique, financier ou social dominant (29 %), suivies à parts égales par les infractions en matière de transports (22 %) et les atteintes aux biens (23 %).

En 2015, sept auteurs sur dix sont susceptibles d'être poursuivis. Ils sont plus nombreux à être poursuivables en cas d'affaires relatives à la circulation et aux transports ou d'infractions à la législation sur les stupéfiants. Globalement la part des auteurs femmes poursuivables est inférieure de onze points à celles des hommes. Quand l'auteur est une personne morale, elle n'est poursuivable que dans 45 % des cas.

Définitions et méthodes

Les données 2015 sont provisoires. Cependant ces données en structure évoluent peu.

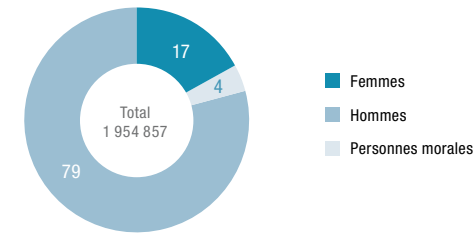
Les données présentées ici sont en **unité de compte auteur-affaire** : un auteur, concerné par plusieurs affaires sera comptabilisé autant de fois qu'il y a d'affaires.

Affaire non poursuivable : affaire traitée par le parquet qui a été classée sans suite parce que les poursuites étaient impossibles, soit pour un motif de fait (auteur inconnu par exemple), soit pour un motif de droit (absence d'infraction par exemple).

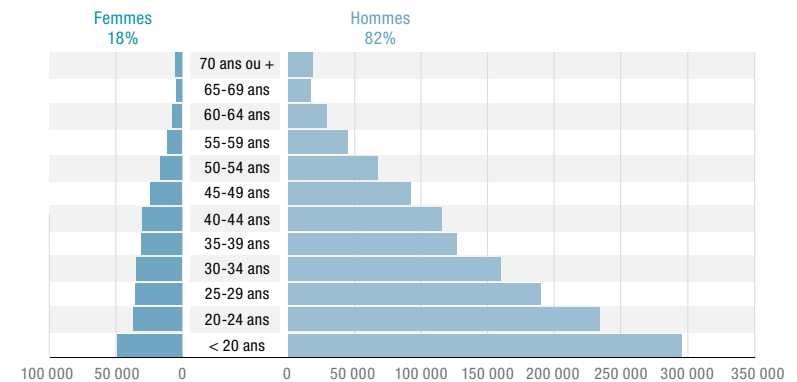
Affaire poursuivable : affaire traitée par le parquet, dans laquelle il n'existe aucun motif de fait ou de droit rendant impossible la poursuite devant une juridiction pénale, et pouvant donner lieu soit à un classement sans suite pour inopportunité de la poursuite, soit à une alternative à la poursuite, soit à une poursuite.

Cf. glossaire pour les termes suivants : crime, délit, contravention de 5^{ème} classe

1. Auteurs dans les affaires traitées par les parquets en 2015, selon le type d'auteur



2. Auteurs dans les affaires traitées par les parquets en 2015, selon le sexe et l'âge



3. Auteurs traités par les parquets en 2015 selon la nature d'affaire et le type d'auteur

	Auteurs traités par les parquets				Répartition en %			
	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales
Total	1 954 857	1 539 724	335 606	79 527	100,0	100,0	100,0	100,0
Atteinte à la personne humaine	589 861	450 803	131 229	7 829	30,2	29,3	39,1	9,8
Atteinte aux biens	499 484	379 911	101 184	18 389	25,6	24,7	30,1	23,1
Circulation et transports	391 516	332 829	41 222	17 465	20,0	21,6	12,3	22,0
Atteinte à l'autorité de l'État	169 912	140 901	25 734	3 277	8,7	9,2	7,7	4,1
Infractions à la législation sur les stupéfiants	170 411	154 200	13 914	2 297	8,7	10,0	4,1	2,9
Atteintes économiques, financières et sociales	90 528	51 279	15 860	23 389	4,6	3,3	4,7	29,4
Atteinte à l'environnement	43 145	29 801	6 463	6 881	2,2	1,9	1,9	8,7

4. Auteurs poursuivables en 2015 selon la nature d'affaire et le type d'auteur

	Auteurs poursuivables							
	Tous auteurs	Part des auteurs poursuivables en %	Hommes	Part des hommes poursuivables en %	Femmes	Part des femmes poursuivables en %	Personnes morales	Part des personnes morales poursuivables en %
Total	1 372 934	70,2	1 128 824	73,3	208 710	62,2	35 400	44,5
Atteinte à la personne humaine	335 357	56,9	266 989	59,2	66 337	50,6	2 031	25,9
Atteinte aux biens	326 343	65,3	256 399	67,5	64 875	64,1	5 069	27,6
Circulation et transports	343 948	87,9	300 388	90,3	35 595	86,3	7 965	45,6
Atteinte à l'autorité de l'État	122 448	72,1	105 613	75,0	15 773	61,3	1 062	32,4
Infractions à la législation sur les stupéfiants	157 091	92,2	143 669	93,2	12 440	89,4	982	42,8
Atteintes économiques, financières et sociales	59 024	65,2	35 409	69,1	9 688	61,1	13 927	59,5
Atteinte à l'environnement	28 723	66,6	20 357	68,3	4 002	61,9	4 364	63,4

Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice/SG/SDSE / Système d'information décisionnel pénal

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10054/donnees-statistiques-10302/les-indicateurs-penaux-et-tableaux-de-bord-trimestriels-28910.html

6.2 LE TRAITEMENT DES AUTEURS PAR LES PARQUETS

En 2015, les parquets des tribunaux de grande instance ont eu à traiter un peu moins de 2 millions d'auteurs d'infractions pénales. 582 000 d'entre eux ont été considérés comme non poursuivables et leur affaire classée sans suite à ce titre. En effet, même si un auteur a pu être identifié, l'examen de l'affaire a parfois montré que l'infraction n'était pas constituée, que les charges contre lui étaient insuffisantes ou qu'un motif juridique existait, qui faisaient obstacle à la poursuite. Ainsi 96 000 auteurs ont été mis hors de cause et leur affaire a été classée sans suite pour défaut d'élucidation.

Près d'1,4 million d'auteurs étaient donc poursuivables soit 70 % des 2 millions d'auteurs dont la situation a été examinée par les parquets au cours de l'année.

Pour 132 000 auteurs le ministère public a estimé qu'il n'était opportun ni de poursuivre ni d'engager une procédure alternative ou une composition pénale et a classé l'affaire. Ces classements ont pour dénominateur commun la faible gravité de l'infraction. C'est particulièrement le cas lorsque l'auteur désigné n'a pu être entendu par les services d'enquête et que le parquet n'a pas exigé de recherches approfondies. Enfin, le classement tient parfois au comportement ou à la carence de la victime, qui a, par exemple, retiré sa plainte ou n'a pas répondu aux convocations ; elle a pu également obtenir immédiatement réparation du dommage et être ainsi désintéressée spontanément par le mis en cause.

Au-delà de ces classements dits « en opportunité », une **réponse pénale** a été donnée à 90 % des auteurs susceptibles d'être poursuivis. Proportionnée à la gravité des faits et à la personnalité de l'auteur, cette réponse pénale a pris trois formes, de la plus légère à la plus lourde :

- la mise en œuvre d'une procédure alternative aux poursuites (42 %) : ces mesures sont destinées à

remédier aux conséquences de l'infraction, à restaurer la paix sociale et à prévenir le renouvellement des faits. Le rappel à la loi constitue un peu plus de la moitié de ces mesures. Plusieurs mesures concourent à la réparation du dommage ou à la disparition du trouble causé par l'infraction. Par ailleurs la prévention de la réitération est recherchée à travers les orientations vers une structure médico-sociale ou les injonctions thérapeutiques pour les auteurs dont l'addiction a contribué à la commission de l'infraction. Enfin, lorsque d'autres poursuites ou sanctions de nature non pénale ont été exercées (fermeture administrative, amende de transaction douanière, etc) à l'encontre de l'auteur, soit dans 17 % des mesures alternatives, l'objectif est atteint et l'affaire est classée.

- la composition pénale (6 %)
- la poursuite devant une juridiction d'instruction ou de jugement, soit le tribunal correctionnel, les juridictions pour mineurs ou le tribunal de police (52 %).

La réponse du ministère public diffère selon les contentieux. Ainsi en matière de circulation routière, les mesures alternatives sont peu utilisées (18 %) au profit de la composition pénale (10 %) et de la poursuite (68 %) et les classements pour inopportunité des poursuites sont rares. À l'inverse, les infractions en matière économique font majoritairement l'objet de mesures alternatives (55 %). Entre ces deux structures contrastées de réponse se trouvent les contentieux massifs des atteintes aux personnes ou aux biens, caractérisés par la présence de victimes, auxquels est apportée une réponse pénale avec autant de poursuites que de mesures alternatives.

Définitions et méthodes

Les données 2015 sont provisoires.

Les données présentées ici sont en **unité de compte auteur-affaire** : un auteur concerné par plusieurs affaires sera comptabilisé autant de fois qu'il y a d'affaires.

Les poursuites sont ventilées selon la première orientation du parquet.

Pour la définition des différentes modalités de traitement des affaires par les parquets, cf. glossaire.

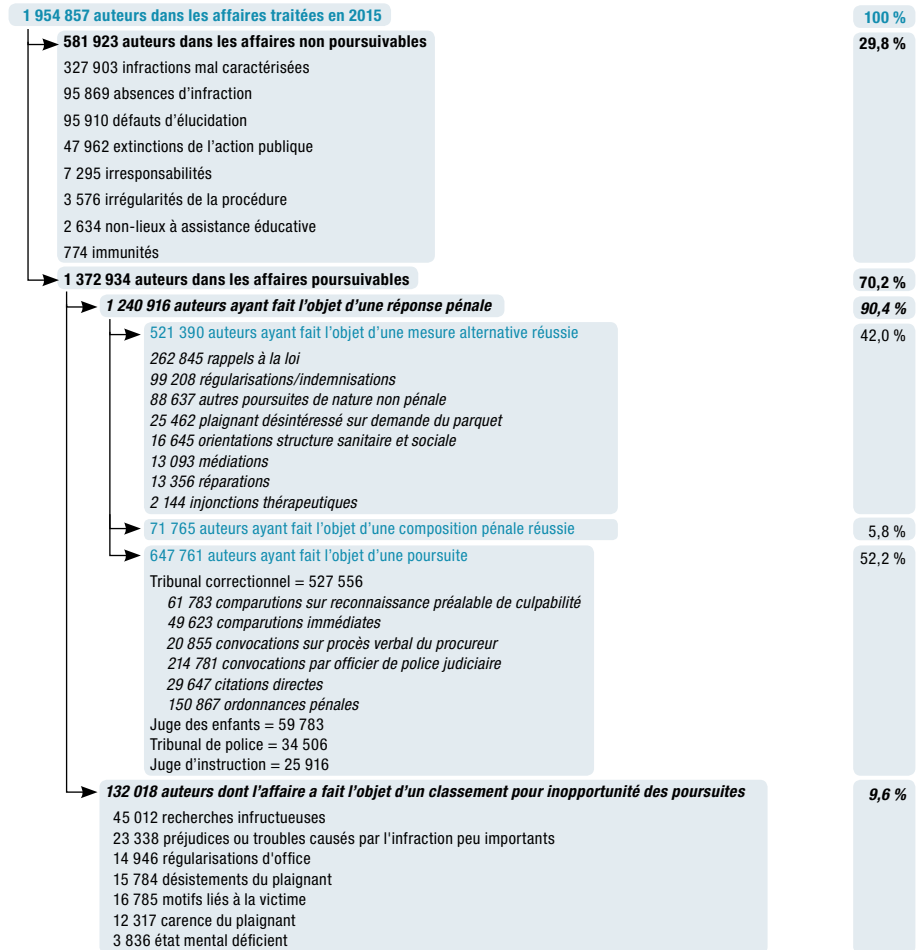
Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice/SG/SDSE / Système d'information décisionnel pénal

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10054/donnees-statistiques-10302/les-indicateurs-penaux-et-tableaux-de-bord-trimestriels-28910.html

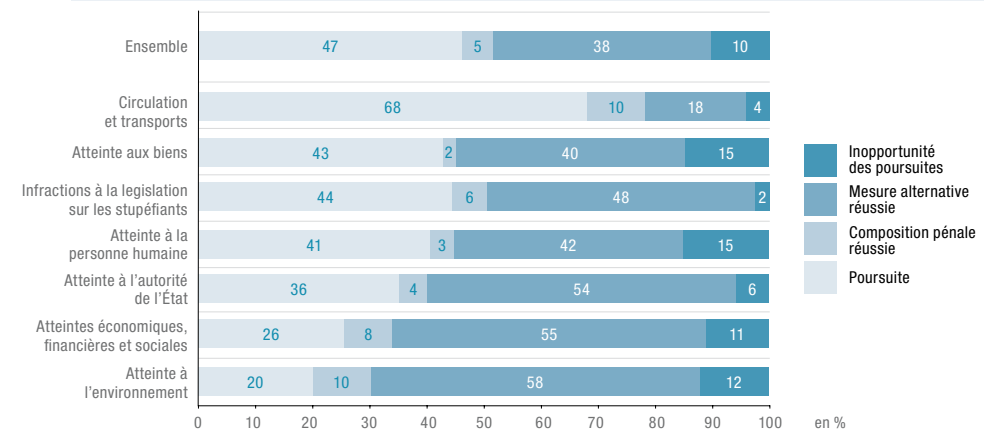
1. Motifs de classement des auteurs non poursuivables et traitement des auteurs poursuivables en 2015

unité : auteur-affaire



2. Traitement des auteurs poursuivables en 2015 selon les grandes catégories de nature d'affaire

unité : auteur-affaire



6.3 LES DÉCISIONS EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE À L'ENCONTRE DES AUTEURS

En 2015, 534 000 personnes ont été concernées par une ou des décisions d'un tribunal correctionnel, qu'il s'agisse d'un jugement, d'une ordonnance pénale ou d'une ordonnance de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC).

Les procédures rapides et sans audience (ordonnances pénales et CRPC) constituent 41 % des décisions du tribunal correctionnel (28 % pour les ordonnances pénales et 13 % pour les CRPC), devant les comparutions par officier de police judiciaire (35 %), les comparutions immédiates (9 %) et les citations directes (5 %). Le taux de

relaxe pour les personnes jugées en audience du tribunal s'établit à 6,5 %, il est deux fois plus faible en comparution immédiate (3 %) et plus élevé en citation directe et sur renvoi du juge d'instruction (respectivement 14 % et 9 %).

Dans la plupart des grandes catégories d'infractions, les condamnations prononcées en audience du tribunal sont majoritaires. Les procédures simplifiées (ordonnances pénales et CRPC) dominent toutefois dans les condamnations relatives aux contentieux routiers et dans une moindre mesure en matière d'infractions à la législation sur les stupéfiants.

Définitions et méthodes

Les données 2015 sont provisoires.

Les données présentées ici sont en **unité de compte auteur-affaire** : un auteur concerné par plusieurs affaires sera comptabilisé autant de fois qu'il y a d'affaires.

Les décisions sont ventilées selon la filière de jugement, soit la dernière orientation du parquet.

Pour la définition des différents types de décision en matière correctionnelle, cf. glossaire.

1. Ordonnances et jugements pénaux en 2015 selon le type de procédure et le mode de poursuite

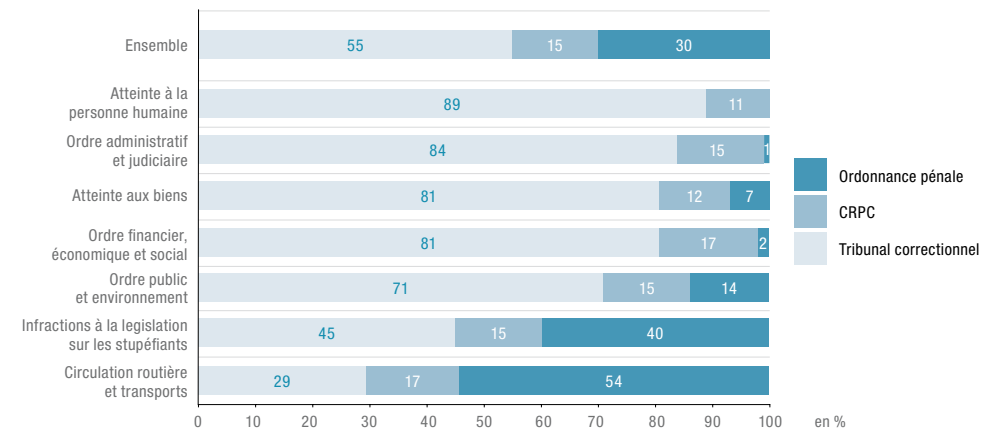
unité : auteur-affaire

	Auteurs	Condamnés ⁽¹⁾	Relaxés
Décisions pénales	533 953	513 427	20 526
Ordonnances pénales	150 714	150 412	302
Ordonnances de CRPC	70 632	70 632	/
Jugements	312 607	292 383	20 224
Comparutions immédiates	46 722	45 232	1 490
Convocations sur procès verbal du procureur	21 646	20 600	1 046
Convocations par officier de police judiciaire	185 782	174 522	11 260
Citations directes	28 733	24 708	4 025
Renvois juge d'instruction ou chambre de l'instruction	22 369	20 387	1 982
Procédure non indiquée	7 355	6 934	421

⁽¹⁾ Y compris les relaxes partielles

2. Condamnations des tribunaux correctionnels en 2015, par type de procédure et par grande catégorie d'infractions

unité : en % de condamnés



Champ : France métropolitaine, DOM et COM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice/SG/SDSE / Système d'information décisionnel pénal, exploitation statistique du Casier judiciaire national

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10054/donnees-statistiques-10302/les-indicateurs-penaux-et-tableaux-de-bord-trimestriels-28910.html

6.4 LES CONDAMNATIONS PRONONCÉES ET COMPOSITIONS PÉNALES

En 2015, 573 300 condamnations ont été prononcées et inscrites au Casier judiciaire national.

Les tribunaux correctionnels sont à l'origine de quatre condamnations sur cinq (83 %), les juridictions de mineurs de 8 %, les tribunaux de police de 5 %. Les cours d'appel élargissent à 4 % et les cours d'assises à 0,4 %. Près de trois condamnations sur dix (28 %) s'effectuent via la procédure de l'ordonnance pénale c'est à dire sans audience. 57 % des condamnations sont prononcées sur le mode contradictoire (y compris les comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité - CRPC), les autres ont nécessité une signification : 12 % sont contradictoires à signifier et 3 % prononcées par défaut ou itératif défaut. Le mode contradictoire est quasi exclusif devant les cours d'assises et les juges et tribunaux pour enfants (respectivement 97 % et 85 %). Devant les tribunaux de police, les ordonnances pénales sont prépondérantes (56 %).

Les 573 300 condamnations correspondent à près de 476 000 personnes condamnées car 15 % des personnes condamnées ont eu plusieurs condamnations dans l'année. Ces condamnations ont sanctionné plus de 879 000 infractions. En effet, plusieurs infractions peuvent être visées par une seule condamnation : c'est le cas de trois condamnations sur dix en 2015, sept sur dix ne sanctionnant qu'une seule infraction.

Les condamnations pour crime (2 381) représentent 0,4 % de l'ensemble des condamnations : 44 % sanctionnent des vols, 29 % des homicides volontaires et violences criminelles et 26 % des vols criminels.

94 % des condamnations sanctionnent un délit. Les infractions à la circulation routière (conduite en état alcoolique ou sans permis) représentent 40 % des condamnations pour délit, les atteintes aux biens 21 % (vols et recels), les atteintes volontaires à la personne 16 % (violences volontaires hors vols avec violences, violences involontaires, atteintes sexuelles) et les infractions à la législation sur les stupéfiants 12 %.

Les contraventions de 5^{ème} classe (5 % des condamnations) se partagent entre les infractions à la circulation routière (42 %, essentiellement le grand excès de vitesse), les violences volontaires de faible gravité (22 %), le transport routier (16%), les atteintes aux biens (10 %, des dégradations légères), les atteintes à l'environnement (6 %) et les infractions économiques (4 %).

En 2015, 60 600 compositions pénales ont par ailleurs été inscrites au casier judiciaire (soit 10 % des inscriptions au casier). La moitié d'entre elles ont été mises en œuvre dans le cadre d'une infraction à la circulation routière, 14 % d'une infraction en matière d'usage de stupéfiant, 10 % d'atteintes aux biens et 10 % d'atteintes aux personnes.

Définitions et méthodes

Les données de la dernière année sont provisoires. En général, on estime 10% des condamnations.

Condamnation et composition pénale : cf. glossaire

Les modes de décision

En matière pénale, une décision de condamnation (jugement ou arrêt) peut être qualifiée de :

- contradictoire : elle a été rendue en présence de l'intéressé ;
- contradictoire à signifier : elle a été rendue en l'absence de l'intéressé, averti de la date de l'audience, et doit être portée à sa connaissance pour faire courir le délai d'appel ;
- par défaut : elle a été rendue en l'absence de l'intéressé, auquel la date d'audience n'avait pas pu être régulièrement notifiée, et doit être portée à sa connaissance pour lui permettre de faire opposition et être rejugé en sa présence ;
- itératif défaut : elle a été rendue sur opposition, en l'absence de l'intéressé régulièrement convoqué.

Cf. glossaire pour l'**ordonnance pénale** et la **comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** (CRPC).

Infraction principale (définition statistique) : quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence ou infraction principale est la première citée sur la fiche du casier judiciaire dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions de 5^{ème} classe). Si la plupart des juridictions inscrivent les infractions dans l'ordre de gravité décroissant, certaines les notent plutôt en suivant l'ordre chronologique de constatation des faits. L'infraction associée est une infraction qui n'est pas l'infraction principale.

La notion d'infraction principale n'a de sens que pour les besoins de classification de la statistique. La sanction prononcée s'applique à l'ensemble des infractions visées par la condamnation.

Champ : France métropolitaine, DOM et COM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Casier judiciaire national

Pour en savoir plus : « Les condamnations inscrites au Casier judiciaire en 2015 », décembre 2016

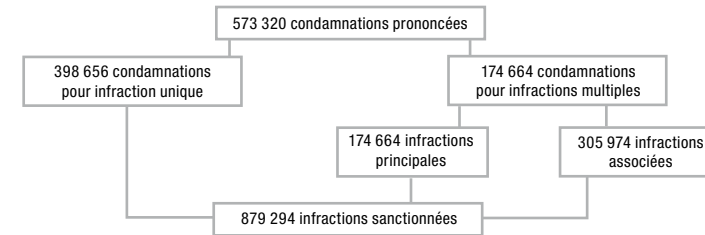
1. Les condamnations en 2015 selon le mode de jugement et le type de juridiction unité : condamnation

	Total	Cours d'assises	Cours d'appel	Tribunaux correctionnels	Tribunaux de police et juridictions de proximité	Tribunaux pour enfants	Juges des enfants
Total	573 320	2 296	23 093	476 217	28 270	26 253	17 191
Jugements et arrêts	342 546	2 296	23 093	261 388	12 325	26 253	17 191
Contradictoire (hors CRPC)	258 108	2 235	15 081	194 264	9 711	21 686	15 131
Contradictoire à signifier	68 855	8	7 240	56 021	2 136	2 365	1 085
Défaut	14 294	0	716	10 019	457	2 127	975
Itératif défaut	1 236	0	56	1 084	21	75	0
Défaut criminel	53	53	0	0	0	0	0
Ordonnances	230 774	0	0	214 829	15 945	0	0
Ordonnance pénale	160 945	0	0	145 000	15 945	0	0
CRPC	69 829	0	0	69 829	0	0	0

2. Les personnes condamnées selon l'infraction principale en 2015 unité : condamné et condamnation

	Total	Nombre de condamnés		Nombre de condamnations
		Ayant eu une condamnation dans l'année	Ayant eu plusieurs condamnations dans l'année	
Total	475 911	404 955	70 956	573 320
Crimes	2 350	2 007	343	2 381
Délits	449 418	382 313	67 105	540 002
Contraventions	24 143	20 635	3 508	30 937

3. Les infractions uniques et multiples dans les condamnations en 2015 unité : condamnation et infraction



4. Nature des infractions principales sanctionnées dans les condamnations et les compositions pénales en 2015 unité : jugement et ordonnance

	Condamnations	Compositions pénales
Total	573 320	60 555
Crimes	2 381	/
Viols	1 048	/
Homicides et violences volontaires	693	/
Vols criminels	608	/
Autres crimes	32	/
Délits	540 002	57 592
Circulation routière et transport	216 080	29 326
Atteintes aux biens	116 019	5 854
Vols, recels	88 906	4 175
Escroqueries, abus de confiance	14 362	793
Destructions, dégradations	12 751	886
Atteintes à la personne	87 333	6 121
Coups et violences volontaires	54 300	3 344
Homicides et blessures involontaires	7 510	1 171
Délits sexuels	7 675	125
Autres atteintes à la personne	17 848	1 481
Infractions sur les stupéfiants	64 250	8 203
Infractions à la législation économique et financière	11 602	2 503
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire (dont outrages, rébellion)	25 960	2 152
Commerce et transport d'armes	7 293	1 086
Faux en écriture publique ou privée	4 608	560
Atteinte à l'environnement	2 780	1 458
Autres délits	4 077	329
Contraventions de 5^{ème} classe	30 937	2 963
Circulation routière	12 908	332
Transport routier	4 825	164
Violences volontaires et involontaires de faible gravité	6 932	754
Atteintes aux biens	2 992	303
Atteintes à l'environnement	1 991	923
Autres contraventions	1 289	487

6.5 LES PEINES ET MESURES PRONONCÉES DANS LES CONDAMNATIONS ET LES COMPOSITIONS PÉNALES

En 2015, 573 300 condamnations et 60 600 compositions pénales ont été prononcées et inscrites au casier judiciaire. Près de deux tiers (62 %) des condamnations (353 000) comportent une seule peine ou mesure et 220 300 en comportent plusieurs. Au total, 837 300 peines figurent dans les condamnations inscrites au casier en 2015.

Parmi les peines ou mesures principales prononcées dans les condamnations, 48 % sont des peines d'emprisonnement ou de réclusion, 36 % des amendes, 11 % des mesures de substitution, 4 % des mesures et sanctions éducatives et 1 % des dispenses de peine. Quand la condamnation vise plusieurs infractions l'emprisonnement est davantage prononcé (72 % contre 38 % en cas d'infraction unique) et les amendes sont moins fréquentes (15 % contre 45 %).

Pour les affaires criminelles dont la peine d'emprisonnement ferme est supérieure à dix ans, la durée moyenne de réclusion est de 14 ans et 6 mois en moyenne. Pour les délits, la durée moyenne d'emprisonnement des peines de prison ferme s'établit à 8,3 mois. Pour les peines de prison avec sursis partiel, le quantum de la partie ferme

est de 9 mois en moyenne et celui de la partie avec sursis se situe entre 8 et 10 mois. Quant au sursis total, sa durée varie entre 3,5 à 5,3 mois en moyenne en fonction du type de sursis (simple, mise à l'épreuve ou travail d'intérêt général - TIG).

Le montant moyen des amendes prononcées dans les condamnations est de 551 €. La moitié des amendes a un montant inférieur à 300 € et 5 % portent sur plus de 900 €.

Deux tiers des 60 600 compositions pénales (soit 43 600) sont sanctionnées par une amende. Le montant moyen de ces amendes est de 300 €. Les trois quarts d'entre elles ont un montant inférieur à 300 € et 5 % un montant supérieur à 600 €.

Les personnes ayant été condamnées plusieurs fois dans l'année sont sanctionnées plus lourdement : les peines d'emprisonnement ferme représentent 40 % de leurs peines contre 13 % pour les condamnés une seule fois dans l'année. Ces derniers ont davantage d'amendes (38 % contre 24 % pour les multi-condamnés) ou de mesures de substitution (12 % contre 3 %).

Définitions et méthodes

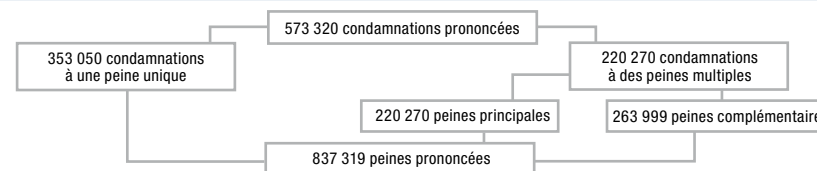
Les données de la dernière année sont provisoires. En général, on estime 10% des condamnations.

Condamnation et composition pénales (définitions juridiques) : cf. glossaire

Peine principale (définition statistique) : sauf en cas de dispense de peine (inscrite au casier), la peine principale est la peine la plus grave prononcée pour l'infraction de la catégorie la plus grave. En cas de peines multiples, c'est la première qui constituera la peine principale. La **peine complémentaire** est la peine qui n'est pas la peine principale.

La notion de peine principale n'a de sens que pour les besoins de la statistique. En réalité, la sanction prononcée est réputée commune et forme un tout, même si elle comprend plusieurs peines

1. Peines et mesures principales et associées dans les condamnations en 2015 unité : condamnation et peine



2. Peines et mesures principales prononcées dans les condamnations en 2015 selon le nombre d'infractions sanctionnées unité : condamnation

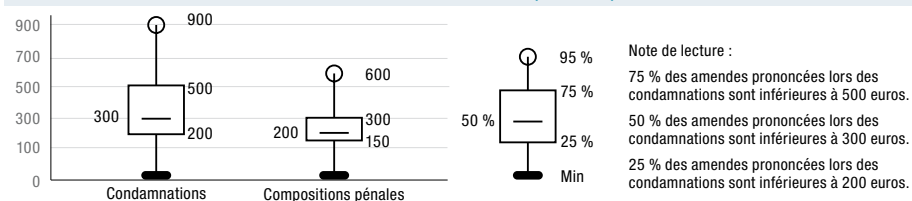
	Condamnation	Condamnation pour infraction unique	Condamnation pour infractions multiples
Total	573 320	398 656	174 664
Réclusion	1 009	425	584
Emprisonnement	275 379	149 904	125 475
Emprisonnement ferme ou avec sursis partiel	124 702	60 044	64 658
Emprisonnement ferme	98 957	50 917	48 040
Emprisonnement avec sursis partiel	25 745	9 127	16 618
avec mise à l'épreuve	22 014	7 769	14 245
simple	3 731	1 358	2 373
Emprisonnement avec sursis total	150 677	89 860	60 817
avec mise à l'épreuve	45 001	25 038	19 963
avec TIG ⁽¹⁾	8 967	4 664	4 303
simple	96 709	60 158	36 551
Contrainte pénale	959	523	436
Amende	206 183	180 232	25 951
Mesure de substitution	62 678	47 733	14 945
dont suspension du permis de conduire	7 248	6 728	520
TIG	16 704	10 955	5 749
jours-amendes	22 842	16 064	6 778
interdiction du permis de conduire	840	696	144
Mesure éducative	20 825	14 956	5 869
Sanction éducative	1 610	1 080	530
Dispense de peine	4 677	3 803	874

⁽¹⁾ TIG : Travail d'intérêt général

3. Durée moyenne de la peine d'emprisonnement dans les condamnations en 2015 selon le type de peine unité : mois

	Quantum total	Quantum ferme	Quantum sursis
Réclusion	174,6	174,6	/
Emprisonnement ferme	8,3	8,3	/
Emprisonnement sursis partiel simple	19,6	9,6	10,0
Emprisonnement sursis partiel probatoire	16,9	8,7	8,2
Emprisonnement sursis total simple	3,5	/	3,5
Emprisonnement sursis total probatoire	5,3	/	5,3
Emprisonnement sursis total TIG	3,6	/	3,6

4. Montant des amendes en 2015 dans les condamnations et compositions pénales unité : euro



5. Personnes condamnées en 2015 selon la peine principale et le nombre de condamnations dans l'année unité : condamné

	Total	Nombre de condamnés		Nombre de condamnations
		Ayant eu une condamnation dans l'année	Ayant eu plusieurs condamnations dans l'année	
Total	475 911	404 955	70 956	573 320
Réclusion	1 009	910	97	1 009
Emprisonnement ferme	81 485	52 839	28 646	98 957
Emprisonnement sursis partiel	20 740	16 927	3 813	25 745
Emprisonnement sursis total	132 457	114 939	17 518	150 677
Amende	172 402	155 187	17 215	206 183
Mesure de substitution	49 132	47 284	1 848	63 637
Mesure et sanction éducative	14 697	12 934	1 763	22 435
Dispense de peine	3 991	3 935	56	4 677

Champ : France métropolitaine, DOM et COM, affaires pénales.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Casier judiciaire national

Pour en savoir plus : « Les condamnations inscrites au Casier judiciaire en 2015 », décembre 2016

6.6 LA RÉCIDIVE ET LA RÉITÉRATION DES CONDAMNÉS

La récidive mesurée à partir des condamnations inscrites au casier judiciaire correspond à des faits connus et sanctionnés par la justice.

En 2015, 171 condamnés pour crime et 54 600 condamnés pour délit sont en état de récidive légale, auxquels s'ajoutent 131 800 condamnés pour délit en état de réitération. Aussi, globalement 40 % des personnes condamnées en 2015 sont en état de récidive ou de réitération : 7,8 % des condamnés pour crime et 40,3 % des condamnés pour délit, dont 11,8 % au titre de la récidive légale et 28,5 % au titre de la réitération.

La part des récidivistes est plus importante dans les infractions liées aux atteintes aux biens (vols, recels, destructions) : 17 % au niveau des crimes et 19 % au niveau des délits. Elle est aussi particulièrement élevée dans la conduite en état alcoolique (16 %) et dans les violences volontaires (13 %).

La part des réitérants est élevée parmi les condamnés en 2015 pour des infractions liées aux stupéfiants (35 %), des outrages (49 %), des destructions et dégradations (36 %), et port d'arme (48 %).

Parmi les condamnés pour délits, les récidivistes et les réitérants sont surreprésentés parmi les condamnés à une peine d'emprisonnement, notamment ferme : 36 % des condamnés à une peine d'emprisonnement sont récidivistes ou réitérants, cette part est de 45 % pour ceux ayant eu une peine d'emprisonnement ferme.

Plus de quatre personnes en état de récidive ou de réitération sur dix ont entre 20 et 29 ans, contre trois sur dix n'ayant pas eu de condamnation au cours des 5 années précédant l'infraction sanctionnée par la condamnation de l'année. Ces personnes sans antécédent sont relativement plus présentes au-delà de quarante ans.

La part des femmes est deux fois et demi moins élevée parmi les récidivistes et réitérants que parmi les personnes condamnées en 2015 pour la première fois au cours des cinq dernières années (6 % contre 15 %).

Définitions et méthodes

Les données de la dernière année sont provisoires. En général, on estime 10% des condamnations.

Du point de vue juridique il existe deux notions de référence au sujet de la récidive :

La récidive légale :

En matière délictuelle : le premier terme de la récidive doit être un délit, et le deuxième terme le même délit, ou un délit assimilé par la loi, commis dans le délai de cinq ans qui suit la première condamnation.

En matière criminelle : le premier terme de la récidive doit être un crime ou un délit puni de 10 ans d'emprisonnement, et le deuxième terme doit être un crime (art. 132-8 du code pénal).

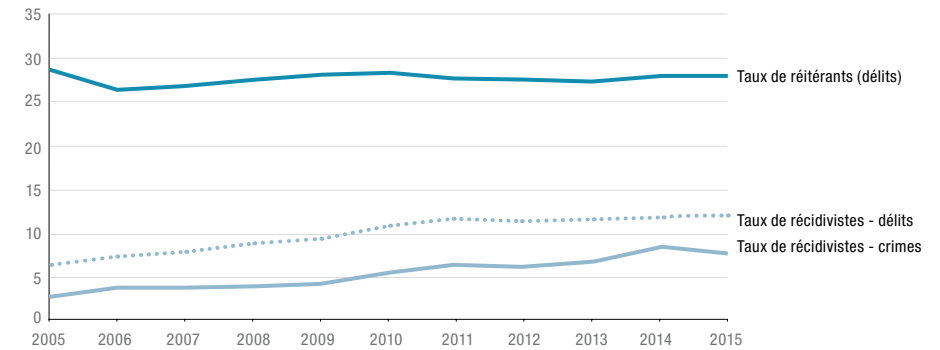
Dans tous les cas, la récidive fait encourir le double des peines prévues (ou la perpétuité pour un crime puni de 20 ou 30 ans de réclusion). Elle est inscrite au casier judiciaire.

La réitération :

Il y a réitération d'infractions pénales lorsqu'une personne a déjà été condamnée définitivement pour un crime ou un délit et commet une nouvelle infraction qui ne répond pas aux conditions de la récidive légale (art. 132-16-7 al.1 du code pénal) : définition introduite dans le code pénal en décembre 2005 par la loi n°2005-1549.

Les taux de récidivistes et de réitérants présentés ici mesurent la part des condamnés d'une année donnée en état de récidive légale (inscrite sur la condamnation) ou de réitération (observés sur les cinq années précédant l'année de la condamnation).

1. Part de récidivistes et de réitérants parmi les condamnés en 2015 unité : %



2. Part de récidivistes et de réitérants parmi les condamnés en 2015 selon la nature d'infraction unité : condamné

	récidive criminelle	récidive délictuelle	réitération (délits)
Tous types de crimes ou délits	7,8	11,8	28,5
homicides volontaires	2,9	/	/
viols	5,0	/	/
vols, recels, destructions (crime)	17,0	/	/
vols, recels (délit)	/	18,7	28,3
<i>dont</i> conduites en état alcoolique	/	15,9	16,1
violences volontaires	/	12,5	27,6
infractions à la législation sur les stupéfiants	/	11,2	35,2
outrages, rébellions	/	7,1	48,8
dégradations	/	4,3	36,1
délits sexuels	/	5,3	12,5
ports d'arme	/	3,2	47,5

3. Part de récidivistes et de réitérants en 2015 selon le type de peine unité : condamné

	récidive criminelle	récidive délictuelle	réitération (délits)
Réclusion criminelle	12,6	/	/
Emprisonnement ferme	6,9	35,6	44,9
Emprisonnement sursis partiel	1,9	32,9	31,7
Emprisonnement sursis total	/	12,8	24,8
Amende	/	1,6	25,4
Mesure de substitution	/	10	30,6
Mesure ou sanction éducative	/	0,1	12
Dispense de peine	/	3	16,3

4. Caractéristiques des condamnés en 2015 selon leurs antécédents unité : en % des condamnés

	En état de récidive	En état de réitération	Sans antécédent
Âge			
Moins de 18 ans	0,5	3,8	7,9
De 18 à 19 ans	4,7	8,7	9,3
De 20 à 29 ans	40,1	45,1	29,5
De 30 à 39 ans	27,1	23,1	21,5
De 40 à 59 ans	24,9	17,8	26,8
60 ans ou plus	2,6	1,6	5,0
Sexe			
Hommes	94,3	94,0	84,7
Femmes	5,7	6,0	15,3
Nationalité			
Français	87,9	88,1	83,0
Étrangers	11,6	10,4	13,4
Non déclarée	0,5	1,5	3,5

Champ : France métropolitaine, DOM et COM, crimes et délits.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Casier judiciaire national

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10054/